

23 octobre 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Discours du Président de la République devant des éducateurs et des représentants de clubs engagés dans l'insertion professionnelle par le sport.

Merci beaucoup. Malgré l'actualité, j'ai voulu qu'on se retrouve dans cette salle.

Mesdames, Messieurs les Ministres,
Mesdames, Messieurs les parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Maires,
Monsieur le président du CNOSF,
Madame la présidente du PSF,
Mesdames et Messieurs les présidents et présidentes de fédération.
Mesdames et Messieurs les présidents et présidentes de clubs engagés, d'entreprises, partenaires, de groupes
associatifs, partenaires.
Mesdames et Messieurs les éducateurs sportifs.
Mesdames et Messieurs.

D'abord, je vais vous dire, il m'arrive souvent de recevoir des sportifs de haut niveau dans cette salle après des compétitions gagnées, les derniers Jeux Olympiques et Paralympiques - ça remonte à quelques années- des Coupes du monde, etc. On aurait adoré recevoir nos Bleus, mais ça viendra, dans 4 ans. Et on avait il y a quelques jours, les vainqueurs des Global Games qui étaient là. À chaque fois, quand je reçois les champions, je leur dis : je vous félicite, vous, je vous remercie, mais je remercie tous ceux qui vous ont formés. C'est-à-dire les clubs qui vous ont fait grandir pour accéder ensuite au niveau pro, les bénévoles de ces clubs, vos coaches et ceux qui se sont levé tôt, parfois, les familles comme les coaches pour vous conduire aux entraînements comme aux matchs, qui les ont assurés, qu'il pleuve, qu'il neige, qu'il vente et qui vous ont permis de devenir des champions.

Derrière ces champions, il y a des millions de Françaises et de Français qui ont accès au sport parce qu'il y a des clubs, parce qu'il y a des bénévoles, parce qu'il y a des coaches, parce qu'il y a des dirigeants, qu'il y a des équipes qui, avec très peu de choses, ne réussissent pas simplement à faire rêver et à bâtir des champions, mais à ce qu'on bâtit des citoyens et des citoyennes. Parce qu'ils ne font pas des décrets, ils ne font pas des lois, des textes, ce n'est pas une politique publique, c'est la nation tout entière. Et en effet, on n'avait jamais eu ce moment, à l'Élysée, dans cette salle où on reçoit les championnes et les champions, d'avoir tous les éducateurs, des clubs, toutes ces éducatrices et éducateurs sportifs réunis. Et donc, je suis très fier de pouvoir corriger cette aberration de l'histoire, de vous réunir tous ici, aujourd'hui, avec l'ensemble des partenaires, pour pouvoir, à mon tour, vous dire la reconnaissance de la nation et vous exprimer mes remerciements et vous applaudir. (Applaudissements)

Jean-Philippe ACENSI vient de le dire admirablement sur tout ce que représente un coach, un entraîneur, une équipe qui forme et qui transforme la vie - en votre espèce d'un jeune garçon -mais qui, par le sport, conduit à apprendre la vie. Et c'est de ça dont je veux partir, si je puis dire, que ce soit de la boxe, du rugby, du foot, du basket. Vous avez tous été transformés par vos sports ici dans cette salle grâce à vos entraîneurs. D'abord, parce que le pouvoir du sport, c'est un pouvoir d'éducation et d'émancipation, vous l'avez dit. On apprend des règles, on apprend à respecter l'adversaire, on apprend des horaires, on apprend la diversité, on apprend l'égalité femme-homme, on apprend des tas de choses que parfois certains dans les stades oublient et qu'on leur rappelle à chaque fois, mais qui sont à la base du sport. C'est une école de citoyenneté. C'est aussi pour ça qu'on veut massivement le développer. C'est extrêmement important pour nous, à 10 mois de nos Jeux Olympiques et Paralympiques. C'est dans nos valeurs, dans nos gènes, mais on veut aller beaucoup plus fort, beaucoup plus loin, et que ce soit un des héritages que de le renforcer. Les éducateurs que vous êtes, je le sais, sont aussi des passeurs de République et des passeurs de cette exigence dont nos jeunes ont besoin.

Ensuite, parce que c'est un vecteur formidable d'une politique de prévention en matière de santé. On est un pays qui est dans l'excellence en matière de santé quand il s'agit du soin, on n'est pas toujours très bon en termes de prévention. Il y a un fléau qui frappe tous nos jeunes, c'est la sédentarité, c'est le risque d'obésité qui est une épidémie rampante qui touche toutes les sociétés occidentales. Il faut y aller à fond pour prévenir les maladies qui y sont associées ; on voit de plus en plus de jeunes qui vont vers l'obésité, des formes de diabète, etc. Le sport et ce que vous véhiculez par vos clubs, c'est une formidable politique de prévention en matière de santé. C'est là aussi où on détecte tel ou tel trouble, etc. Et donc vous êtes au cœur de la vie en société pour toutes ces raisons. C'est aussi pour ça qu'on a une politique d'ensemble dans laquelle vous vous inscrivez : nos 30 minutes de sport au primaire ; nos 2 heures au collège ; le Pass'sport - j'ai reconnu mes ambassadeurs, Tony et Laure, qui se sont engagés dès qu'on a lancé cette initiative - pour aider les jeunes qui n'avaient pas forcément les moyens d'acheter des équipements ou de rejoindre un club ; les 15 000 places de sport études ouvertes qui va faire partie justement de ce qu'on veut bâtir ; le programme J'apprends à nager ; le programme Savoir rouler ; la création des tests d'aptitude en sixième qui est très importante - et je remercie tous nos profs d'EPS parce qu'ils font passer ce petit test tout simple, mais qui permet de voir s'il y a des problèmes. C'est aussi ça qui permet par le sport de voir si on a un jeune qui a des problèmes de développement, qui peuvent être cognitifs, qui peuvent être aussi d'équilibre ou autre. Et puis, je le disais avec ces 2 heures au collège aussi, associer beaucoup plus le périscolaire et donc tous nos clubs partenaires avec l'école. Et puis, bien sûr, nos 10 000 nouveaux terrains de sport innovants, adaptés aux besoins. C'était le défi qu'on m'avait lancé d'abord sur les dojos et puis on l'a fait sur tout le reste. Mais donc du judo au basket, que ce soit notre basket ou le 3x3 jusqu'au stade qu'on aménage - et on repart là sur des programmes qui sont encore plus ambitieux, les piscines, les stades de foot, etc. - on est en train de développer partout en France ces 10 000 nouveaux terrains de sport innovants, adaptés aux besoins, qui sont extrêmement importants. Ce qui fait que depuis 2017, on a plus que doublé le budget des sports. On aura mobilisé plus d'1,2 milliard d'euros pour les équipements sportifs sur deux quinquennats. On aura remis du sport à l'école beaucoup plus et on aura, je l'espère, bâti cette intimité entre les clubs, l'école, les élus locaux.

Et donc, on le voit, il y a toutes ces innovations qui sont là, avec 2024 qui sera la grande cause nationale sur le sport. On a gagné le rugby - et on va finir en beauté dans une semaine, et merci au président de la fédération, à toute l'équipe que j'ai remerciée il y a quelques jours, de nous avoir fait rêver et de continuer à nous faire rêver jusqu'au 28, pour ce qui est de l'organisation - on a les Jeux Olympiques et Paralympiques. C'est évidemment des très grands événements sportifs, mais ça doit être des événements de mobilisation de la nation. Et toute cette politique doit laisser un héritage à travers cette transformation de l'école, des clubs sportifs, de nos équipements partout dans nos villes. Vous avez un rôle essentiel à jouer parce que derrière ça, rien n'est gagné, rien ne se fait simplement.

S'il n'y a pas nos éducateurs formés et qualifiés, ça ne se fait pas tout seul. Parce que oui, il y a de la discrimination dans la société, il y a des violences, il y a des mauvais comportements - il y en a aussi dans nos stades. Et donc il faut à chaque fois repartir au travail, repartir en engagement pour réinscrire ces valeurs. Derrière tout cela, il y a tout le travail que vous faites pour l'inclusion vers l'école. Plusieurs de vos associations - pour les suivre depuis plusieurs années dans la ville et d'autres - réussissent ce travail d'inclusion remarquable vers l'école, les formations supérieures, mais aussi vers l'emploi. C'est le dispositif SESAME de l'ANS qui a permis d'accompagner le financement d'un diplôme dans le sport pour 6 000 jeunes par an. Ce sont les emplois qualifiés dans les clubs que finance l'ANS, 5 000 par an. C'est notre soutien massif à l'apprentissage : on a 20 000 jeunes qui sont en contrat. C'est aussi la mobilisation de nos services civiques - et je remercie toutes les associations partenaires - on a 15 000 services civiques pour épauler les bénévoles de nos associations et c'est tout ce qu'on veut lancer plus largement. Et je remercie tous les partenaires. Je remercie Pôle emploi, je remercie toutes les grandes organisations qui nous accompagnent et toutes les entreprises qui se sont engagées derrière nous et qui nous permettent de créer de plus en plus de dispositifs d'insertion, de réinsertion vers les études, vers l'apprentissage et vers le travail.

On a cet objectif avec les ministres, justement, du travail et des sports, de ce Grenelle des métiers du sport, pour simplifier, fluidifier les parcours avec un objectif qui est de créer 100 000 nouveaux emplois dans la filière sport d'ici 2027 et qui viendra couronner tout cet effort. Alors, il y a encore, je suis très lucide, beaucoup de travail, parce que je le sais, on a beaucoup de vos clubs d'éducateurs qui vivent encore dans des grandes difficultés, qui ont recours aux bénévoles indemnisés, comme on appelle ça joliment avec le bien connu dispositif des primes Urssaf pour maintenir les entraînements et donc la complexité des accès aux aides. On a encore beaucoup de choses qui sont à faire. J'y reviendrai, mais on a besoin de continuer cet effort et c'est pour ça qu'on va poursuivre le chemin que je disais là et cet ensemble, et en particulier dans les quartiers politiques de la ville où on va mettre au collège le 8h - 18h qui va nous permettre, avec l'école et avec le sport, avec toutes les fédérations qui sont prêts à s'engager et à nous aider à faire plus de périscolaire - on en parlait pour le rugby - de développer tout ce travail.

Parce qu'en fait, dans nos quartiers, on a besoin de quoi ? On a besoin de casser l'inégalité qui est liée à l'assignation à résidence. Vous l'avez dit, toutes les deux admirablement, ce n'était pas écrit d'avance vos histoires et vous avez eu la volonté d'en sortir, des familles aimantes et des associations qui vous ont tendu les mains. Mais l'inégalité, souvent, elle se reconstruit quand on retourne à la maison. Parce que le temps scolaire, c'est une chose, mais il faut qu'on arrive à l'école à mettre plus de temps d'accompagnement et plus de temps aussi de pratique sportive. Et c'est tout ce continuum entre l'école et les clubs. On va le généraliser à la rentrée prochaine. Mais on a déjà fait un très gros travail. C'est ce qu'on a expérimenté dans le cas de Marseille en grand : le 8h - 18h pour tous les collèges. C'est une petite révolution, mais on va avoir besoin de vous. On va travailler avec vous en ce sens, ce qui va permettre plusieurs heures par semaine de travail accompagné, au-delà de devoirs faits, mais aussi plus de travail avec vos clubs et aussi avec les communes, et je remercie tous les maires qui sont là, parce qu'on va aussi libérer des financements pour que les maires puissent accompagner ces clubs qui seront partenaires de ce travail périscolaire.

Vous le voyez bien, et on l'a vu encore l'été dernier quand on a eu des émeutes dans ces villes. Je reprends la formule que la ministre a utilisée l'autre jour, qui est, je trouve, une formule très juste. Elle m'a dit que là où les jeunes sont souvent sortis avec un moment de violence complètement désinhibé pendant quelques soirs, c'était un peu une géographie de l'ennui. D'ailleurs, beaucoup des élus que j'ai vus me l'ont dit, c'est beaucoup de jeunes qui disaient « ça fait un mois qu'on est déjà plus à l'école » - donc on doit reconquérir du temps scolaire. « Mais au fond, chez nous, il n'y a rien pour nous. C'est très injuste. » Quand on dit ça, on est toujours un peu découragés parce que, je le dis, il y a beaucoup d'élus qui se battent depuis des décennies, qui dans leur ville ont fait beaucoup de travail. Moi, ça fait moins longtemps, mais, depuis six ans, j'ai le sentiment qu'on en a remis un paquet dans les quartiers, qu'on a remis de la culture, du sport, on a relancé l'ANRU. Mais on doit l'entendre, beaucoup de jeunes qui disent « Oui, mais moi, je m'embête. Il n'y a pas assez de choses faites pour moi. » Donc ça veut dire qu'il faut qu'on casse encore des murailles qui existent, qu'on recrée du lien pour leur permettre - et c'est au cœur de notre politique de la ville - de recréer ce lien. Parce que ce n'est pas simplement des murs, la politique de la ville, c'est des parcours, c'est des ponts. C'est des ponts entre des jeunes, en quelque sorte, qui ont dans la tête « Rien ne sera possible pour toi et le mieux pour eux. » C'est tout ça ce que vous permettez de faire et sur lequel on doit continuer de s'engager et qui est absolument essentiel.

Et au fond, vous disiez, « on est une équipe de France de l'insertion. » Moi, je dirais, vous êtes une équipe de France de la fraternité. Et ce n'est pas du tout naïf de dire ça. C'est la devise de notre République. Mais au fond, c'est ce qui réconcilie la devise de notre République. On peut aimer la liberté dans notre devise, sans vouloir l'égalité. Il y a des gens qui ont cette sensibilité politique. On peut aimer l'égalité sans aimer la liberté. Il y a eu des idéologies pour le vouloir au XXe siècle. Mais on ne peut pas aimer la fraternité sans et la liberté et l'égalité. Et des femmes et des hommes qui, au-delà de tous les dispositifs, par de l'humain, permettent à chacun d'être libres et de reconstruire l'égalité des chances : c'est ça la fraternité. C'est l'élément qui tient le triptyque de la devise républicaine. C'est son ciment et c'est exactement le cœur de la bataille que vous menez, cette équipe de France de la fraternité. Alors, pour transmettre justement ces valeurs de respect, d'efforts, d'égalité, cette vie saine, ce dépassement, ce don de soi, je veux aussi qu'on puisse aller plus loin. Et puis cet accès à l'emploi et à l'insertion que j'évoquais, je veux qu'on puisse aller plus loin et reconnaître tout le travail qui est fait.

D'abord, je veux saluer tout ce que plusieurs d'entre vous font depuis plusieurs années et des décennies. Vous avez été, cher Jean-Philippe, un pionnier il y a 25 ans avec l'APELS et donc je veux vraiment vous remercier et vous faire applaudir. Et vous avez eu, entraînant beaucoup d'autres acteurs, cette conception justement du sport qui permet le parcours d'insertion. Et beaucoup d'associations ici, d'entreprises qui les accompagnent, ont permis d'aller dans ce sens. Aujourd'hui, en quelque sorte, on célèbre un premier palier. D'abord, c'est un engagement que j'avais pris auprès de mon ami M. LEROY il y a quelques semaines, qui m'accompagne dans tant de pays — vous pouvez l'applaudir aussi parce qu'il fait un boulot formidable. Vous avez formé plus de 500 éducateurs par l'école de l'insertion par le sport, avec l'appui de l'Etat, au travers justement du programme d'investissement dans les compétences, avec nos collectivités, avec des partenaires privés, et je vous en félicite. C'est la traduction très concrète, Monsieur le Haut-commissaire, de cette politique dans laquelle on croit. Et donc là, on a ce premier pilier qui sont les 500. Grâce à vos éducateurs, grâce à beaucoup d'autres et beaucoup de structures ici rassemblées, on a plus de 20 000 personnes qui ont bénéficié d'actions d'insertion en 2022. Et donc d'ici à 2027, on aura 100 000 personnes qui seront touchées ainsi chaque année. Je sais pouvoir compter sur votre engagement à tous. On a un effet démultiplicateur de ce qu'on a lancé. Et ça, c'est grâce justement à tout cet engagement, à cette France et à tous ces partenaires qu'on a lancés en 2018, et qu'on va continuer de réunir. On se réunira tous dans quelques semaines parce que je ne vais pas lâcher l'affaire. Et donc merci déjà pour cette première étape, ces premiers 500 éducateurs, l'engagement de tous les partenaires, de toutes les entreprises et l'association qui sont là, avec les fédérations.

J'ai besoin de vous pour qu'on continue à aller plus loin et plus fort. Et en effet, ce réseau des clubs engagés qui a été initié, c'est une labellisation extraordinairement forte, qui marque la reconnaissance des clubs qui souhaitent incarner ce rôle en quelque sorte d'intégrateur du sport, de passeur de relais, et qui permet de partager toutes les bonnes pratiques. Et comme je le disais, on a beaucoup de partenaires privés pleinement engagés autour de ce dispositif, qui le soutiennent financièrement comme le groupe BPCE, qui a récemment engagé une participation de plus de 1 million d'euros que je veux ici saluer, et beaucoup d'entreprises sur lesquelles on va attendre encore beaucoup plus - je vais faire un événement dans quelques semaines parce que c'est toujours l'occasion de remobiliser les forces et les financements. Mais tous ces succès que vous remportez au quotidien ne doivent pas nous faire oublier les difficultés, et je l'évoquais tout à l'heure rapidement, et la nécessité, en effet, d'aller plus loin. Et c'est un peu là-dessus que je voulais conclure mon propos.

Accompagner un jeune dans un parcours d'insertion, c'est un métier qui s'apprend. Et créer ce lien avec un jeune ou une personne désinsérée prend du temps, ça prend de l'énergie, et engager ces actions représente aussi une mission lourde dans laquelle s'engagent les clubs et auxquelles tiennent nos élus. C'est pourquoi je veux qu'on puisse lancer ici, non pas un appel qui soit de Grigny ou d'Allonnes - et je salue les maires de villes et banlieues qui sont aussi très engagés derrière toutes ces initiatives - mais une nouvelle méthode et une nouvelle impulsion pour l'insertion par le sport.

En premier lieu, je veux que soit structurée d'ici la fin de l'année une alliance de l'insertion par le sport, sous la forme du collectif Mentorat qui connaît vraiment un réel succès. C'est-à-dire une structure de copilotage de cette politique publique de l'insertion par le sport, qui marque aussi une confiance de la société civile. On l'a fait pour le Mentorat. Au fond, c'est de se dire : « on a tout pour réussir », mais il faut que le secteur associatif travaille encore mieux avec l'État, les villes et les entreprises. Et c'est ce ciment-là qu'il faut réussir à améliorer. Parce que tout est là, mais c'est souvent en silo. L'alliance de l'insertion par le sport, elle va réunir les acteurs associatifs, les différents ministères et services de l'État, nos élus locaux, les fédérations et sportifs qui seront candidats pour définir les bons modes de financement, faciliter les coopérations à structurer, labelliser les structures, évaluer les actions menées en s'appuyant déjà sur notre label club engagé que j'évoquais tout à l'heure.

L'ambition que nous fixons doit être accompagnée de moyens à la hauteur pour réinvestir justement dans nos quartiers. Elle le sait et plusieurs autres, pour avoir des clubs qui s'inscrivent dans nos politiques éducatives et qui participent de cette politique d'insertion. Et donc, pour ça, on va mobiliser des financements et aussi des acteurs clés. Dès 2024, nous financerons 1 000 clubs sur 500 villes pour qu'ils recrutent et forment 1 000 éducateurs socio-sportifs avec une aide à hauteur de 20 000 euros par club et une durée de 3 ans. Se donner de la visibilité, c'est une reconnaissance inédite pour l'insertion par le sport, qui sera ainsi dotée de plus de 50 millions d'euros de crédits nouveaux d'ici à 2026. Ça veut dire que dès l'année prochaine, en quelque sorte, on va ouvrir ces 1 000 postes nouveaux avec un financement, pas simplement un label et des engagements et une formation. Ces éducateurs disposeront de la double compétence d'encadrement des activités sportives et d'insertion pour le sport. Ces 1 000 postes donneront aux clubs sportifs volontaires les moyens de s'engager pour la réussite socio-éducative des jeunes qui sont accueillis et de donner une véritable dimension intégratrice à la structure. L'idée, c'est aussi d'accompagner ces clubs et les villes qui sont prêts à s'engager pour commencer à amorcer un financement pérenne et se donner plus de moyens et sortir de la logique dans laquelle on est.

Au-delà de ça et de ce programme, des 1 000 éducateurs socio-sportifs, je n'oublie pas qu'on a beaucoup d'éducateurs bénévoles qui œuvrent souvent dans nos quartiers avec des conditions précaires, en étant, entre guillemets, indemnisés par le dispositif des primes de match et un système qui, justement, couvre très imparfaitement les bénévoles. Vous connaissez ça par cœur ; vous passez votre temps en quelque sorte avec des bouts de ficelle à essayer d'arranger les choses pour que parfois même pas couvrir les frais des bénévoles, mais quelques autres fois essayer de faire vivre tout le monde. Et là-dessus, je veux qu'on regarde la réalité en face. On a un dispositif qui est aujourd'hui trop souvent détourné de son objet pour rémunérer des éducateurs sportifs. Et en plus, on laisse du coup pendant plusieurs années des éducateurs sportifs sans couverture sociale, sans cotisation retraite, sans pouvoir accéder aussi à la prise en charge d'une formation continue, sans vrai parcours professionnel et donc avec une situation de vraie injustice. Et donc, en quelque sorte, on a une forme de paradoxe et ce n'est pas totalement digne de la République de se dire que l'on a des gens formidables, qui sont engagés, c'est l'équipe de la fraternité, ils sortent des gens de la précarité mais on leur crée une forme de précarité sociale parce qu'on construit un système où ils n'ont pas de droits. Ces jeunes qui s'engagent pour le sport méritent très clairement d'être mieux accompagnés, reconnus eux-mêmes. Je veux donc que le Gouvernement lance avec les acteurs de terrain une mission de travail spécifique pour pouvoir me faire des propositions dès le début de l'année 2024 et qu'on puisse bâtir des éléments de statuts et d'accompagnement pour tous les éducateurs sportifs et les clubs, pour qu'on puisse construire un statut qui permette justement de construire ces droits et de sortir des situations de précarité qui sont absolument impossibles dans laquelle beaucoup trop vivent aujourd'hui. On lance les choses aujourd'hui. Rendez-vous début 2024 pour qu'on construise cette solution pérenne.

Voilà, Mesdames et Messieurs, ce que j'étais venu vous dire aujourd'hui. Cette année à venir sera un très grand moment pour le sport français. L'onde de choc des Jeux ne doit évidemment pas se cantonner aux athlètes de haut niveau ni à la région parisienne, mais irriguer durablement toute la pratique sportive. Et donc, au-delà de notre billetterie populaire, je souhaite aussi que nous ayons tout au long de l'été 2024 des activités sportives comme nous n'en avons jamais vu, à destination aussi des familles proches des sites olympiques ou qui se trouvent dans l'impossibilité de partir en vacances. Et donc ça, c'est le dernier point où vous serez pleinement engagés. On a un devoir particulier pour l'été prochain. Je le dis parce que, moi, j'ai une crainte - je vous le dis en toute sincérité : c'est que dans beaucoup d'endroits où les Jeux vont se passer, on a des familles - et on a pourtant ouvert la billetterie populaire - qui vont dire : « on a le monde entier qui est là, c'est la fierté française, mais nous, on ne peut pas aller voir les épreuves. Nous, on a une vie qui est rendue plus compliquée. » Alors, on a tout fait pour qu'il y ait des emplois qui soient créés pour ces familles et qu'ils soient pérennes. Mais on risque d'avoir beaucoup de familles et de jeunes qui disent : « OK, une fois encore, ce n'est pas pour nous ». Et donc on doit tous se mobiliser en vue de l'été prochain pour que nos Jeux soient aussi des jeux sportifs pour tout le monde et pas simplement pour les athlètes de très haut niveau. Ce qui veut dire que j'ai besoin de vous tous - et, je vous rassure, je vais me remonter les manches - pour que d'abord tous les fonctionnaires d'état, les fonctionnaires de collectivités locales, les fonctionnaires volontaires, agents des faits des sportifs qui vont être mobilisés pendant les Jeux, qui ne pourront pas partir en vacances, qu'on s'occupe bien de leurs jeunes et qu'on leur fasse faire du sport. Mais on a besoin que, pour tous les jeunes des quartiers qui sont touchés par les Jeux, qui ne pourront pas aller aux épreuves, on puisse leur offrir des vraies prestations sportives, des vraies qualifications et un vrai accompagnement. Et donc là, on doit redoubler d'imagination, d'organisation et d'efforts pour que nos Jeux soient aussi un succès à cet égard. Et je ne voulais pas qu'on l'oublie en cette matinée.

Voilà, je ne serai pas plus long. Je vous ai déjà assommés, mais en vous réunissant aujourd'hui et en vous disant cela, je voulais vous dire d'abord merci et la nation vous est reconnaissante. Ensuite, vous l'avez compris, c'est un sujet auquel je crois parce qu'il tient de la fraternité du pays, de la nation et de la République. Et trois, non seulement vous êtes une première étape des 500 coachs ici réunis, mais dès l'année prochaine, on passe aux 1 000 avec un financement et on va continuer d'avancer et d'avancer encore pour aller plus loin.

Car la nation en France est une nation sportive, ça n'est pas qu'une formule, c'est une réalité, parce qu'on a besoin du sport pour ses valeurs, pour ce qu'il apporte à nos concitoyens, à notre jeunesse. Donc merci d'en être grands champions, présidents de Fédération, d'associations, partenaires et merci d'en être tous et toutes, éducateurs qui êtes ici présents.

Merci beaucoup. Vive la République et vive la France !